

Georges Python

Pierre-Philippe Bugnard (Version en ligne du: 12.04.2012, avec un texte conforme à la version imprimée de 2011)

En **rouge** : extraits supprimés par le *DHS* / en **vert** : ajouts du *DHS*, par rapport à la version livrée, conforme quantitativement à la commande.

DHS BIO Article : **PYTHON, Georges (1856-1927)**
Auteur : Pierre-Philippe Bugnard 037/29.76.00 029/2.50.64

- **Article commandé** (2003) : 140 lignes x 55 caractères = 7'700 caractères
- **Version livrée** (2003) : 7'698 caractères
- **Version imprimée** (2011) : 5'812 caractères (mise en ligne en 2012)

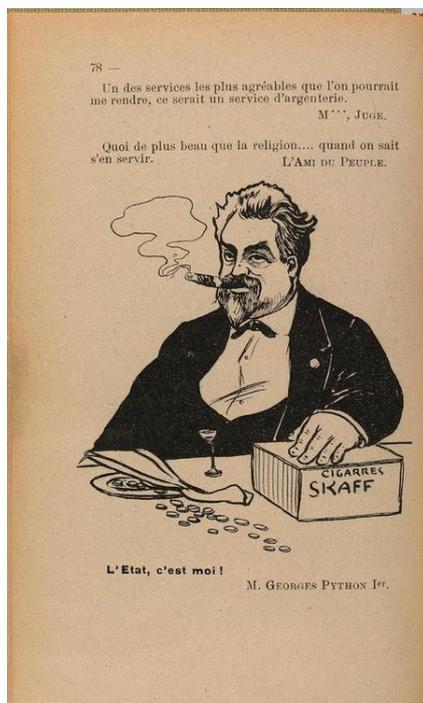


Portrait de Georges Python. Huile sur toile d'Ernest Hiram Brülhart, vers 1920 © Musée d'art et d'histoire Fribourg.

10.9.1856 à Portalban (auj. comm. **Delley-Portalban**), 10.1.1927 à Fillistorf (comm. **Schmitten FR**), cath., de Portalban. Fils d'Auguste, agriculteur, agent d'affaires, syndic sous le régime radical puis secrétaire communal, et d'Elisabeth de Castella de Delley. 1889 Marie-Elisabeth de Wuilleret, fille de **Louis de Wuilleret chef conservateur influent**. Beau-frère de **Paul Aeby syndic de Fribourg, conseiller national** et de **Charles de Wuilleret préfet de la Sarine, conseiller national**. Etudes secondaires à Schwytz et à Fribourg, école de droit de Fribourg. Stage à l'étude de son futur beau-père, patente d'avocat en 1879. Professeur à l'école de droit de Fribourg (1883-1886). **Député conservateur catholique au Grand Conseil fribourgeois (1881-1921)**. Président du tribunal de la Sarine (1883-1886). Conseiller national (1884-1893). Conseiller d'Etat (**dicastère de l'Instruction publique, 1886-1927**). Conseiller aux Etats (1896-1920, président en 1915). Président central de la Société des étudiants suisses (1879-1880). **Capitaine**.

P. fonda l'université de Fribourg en 1889. Ses envoyés plaidèrent près le Saint-Siège le dossier d'une haute école catholique d'Etat prête à conjurer la menace scientiste. Il écarta ainsi le projet d'instituts décentralisés que l'évêque Gaspard Mermillod comptait placer sous la houlette

de l'épiscopat suisse. Tandis que les cantons limitrophes de Fribourg fondent ou développent alors aussi leur université, en imposant sa formule, P. dut trouver un financement hors du fisc, l'économie fribourgeoise restant à dominante agricole faute d'une industrie puissante. Il imagina une série de "combinaisons" dont seule la première, une conversion d'emprunt, se révéla fructueuse. Accusé d'affairisme et de dictature administrative par l'opposition -il gérait ses "combinaisons" à l'insu du parlement- P. fut confronté au scandale (1912), ce qui fournit à Jean-Marie Musy l'occasion de saisir le pouvoir avant d'accéder au conseil fédéral. Selon Musy, dès 1910, l'Etat aurait perdu en vingt ans l'équivalent d'un budget annuel, plus de la moitié du budget passait en fait au service de la dette contractée pour financer l'infrastructure économique les "corollaires" de l'université, soit la banque et les entreprises électriques de l'Etat qui versent 250'000 fr de rentes à la haute école, ainsi qu'un réseau de chemins de fer et une infrastructure scolaire analogue à celle des cantons voisins. d'un canton qui ne s'industrialisait que peu. Hormis quelques implantations dans l'agro-alimentaire, dont le géant Cailler (40% des effectifs du secondaire à lui seul en 1910), le socialisme d'Etat fribourgeois néglige l'industrialisation qui aurait pu rentabiliser l'effort d'infrastructure. P. voulut faire de Fribourg un centre catholique rayonnant sur l'Europe en y instaurant une "République chrétienne" dont la clé de voûte, l'université, devait aguerrir une élite chargée de conduire le peuple à l'abri des erreurs modernes. Il ambitionna de sortir son canton de la médiocrité légendaire qu'affichait le baromètre annuel des examens pédagogiques des recrues. De fait, Fribourg passa en vingt ans des derniers rangs à la moitié supérieure du palmarès fédéral. P. créa la Banque d'Etat, les Chemins de fer fribourgeois et les Entreprises électriques fribourgeoises, incita des aristocrates français à acquérir par milliers d'hectares les pâturages de la Gruyère pour relancer une économie herbagère gravement affectée par la crise des années 1870.



Caricature parue dans l'*Almanach de Chalamala pour 1911*, p. 78 (Bibliothèque cantonale et universitaire Lausanne).

Menacé à chaque élection de perdre la majorité au Grand Conseil qui nommait le gouvernement, le "chef de l'Etat" organisa un contrôle de l'électorat encore plus serré que celui des radicaux. Relayé par le clergé qui, en général, recommandait les "bonnes listes" du haut de la

chaire, il embrigada les fonctionnaires des régies de l'Etat. Il installa dans les écoles du canton quarante-cinq congrégations françaises fuyant les "lois scélérates" du régime Combes. L'image qu'il a su se forger, diffusée par la presse catholique, d'un jeune politicien ardent audacieux et talentueux diffusée par une presse catholique à sa dévotion autant que et ses victoires personnelles au Conseil national remportées de haute lutte lui conférèrent un véritable charisme. En 1901, il lamina la dernière résistance susceptible de menacer son régime en réduisant définitivement la Gruyère, le grand district du Sud de sensibilité plus libérale. Avec son beau-frère Paul Aeby, P. réussit à mobiliser les cantons romands autour de la question du Simplon (1886) avant de mettre tout son poids dans le référendum contre le rachat du Central-Suisse (1891), dont le triomphe provoqua la chute du conseiller fédéral Emil Welti, cinq fois président de la Confédération, et favorisa l'entrée au gouvernement du premier conservateur, Josef Zemp.

Adeptes du catholicisme social, P. participa aux travaux préparatoires à *Rerum novarum* de l'Union de Fribourg. Pour s'attaquer au socialisme "extrême", il tenta de tourner les radicaux sur leur gauche et cimenta une alliance entre catholiques et grutléens modérés en soutenant la Fédération ouvrière suisse de 1889. Il gardait l'espoir de disputer le mouvement ouvrier à l'extrême-gauche montante quand sa hardiesse — il se porta candidat aux côtés du socialiste protestant saint-gallois Heinrich Scherrer — lui coûta son siège au Conseil national en 1893 sur la liste du XXI^e arrondissement fédéral. L'échec de cette alliance jugée tantôt "monstrueuse", tantôt "audacieuse", précipita la scission entre conservateurs et socialistes. Après avoir regroupé les ouvriers de la Basse-Ville de Fribourg en 1878, P. fonda la Fédération ouvrière fribourgeoise (1905) qu'il plaça sous le contrôle du parti conservateur. Aux Etats, il contribua à l'élaboration de la loi Forrer sur l'assurance maladie et accidents (rejetée par le peuple en 1900). Il soutint aussi l'initiative pour l'élection à la proportionnelle du Conseil national et pour l'élection populaire du Conseil fédéral (1900). Sa politique illustre un phénomène d'ambivalence. Comme d'autres leaders fédéralistes, il chercha à améliorer la représentativité de son mouvement sur le plan national par un élargissement des droits politiques qu'il récusait à l'intérieur de son propre régime du canton.

P. fut l'objet d'un véritable culte de la personnalité et du souvenir. Il est représenté dans la fresque commémorative de la chapelle de Posieux par O. Cattani (1924) et dans un vitrail historique de la cathédrale de Fribourg par J. von Mehoffer (1936). Plusieurs bustes, bas-reliefs et portraits à l'huile. La principale place de Fribourg porte son nom. Portraits photographiques dans les bureaux de l'administration et dans les écoles du canton jusqu'aux années soixante. Mais, si le titre de "second fondateur de Fribourg" (G. Castella) lui fut décerné à l'occasion du centenaire de sa naissance célébré officiellement en 1956, le cinquantenaire de sa mort fut complètement ignoré en 1977.

Sources et bibliographie

Fonds d'archives

- APriv, Fillistorf
- Fonds, AEF

Bibliographie

- Gruner, L'Assemblée, 1, 401
- P. Philipona, *Georges Python (1856-1927)*, Dijon, 1927
- P.-Ph. Bugnard, «Un aristocrate au temps de la démocratie représentative», in RSH, 42, 1992, 193-219

Liens

[Archives de l'histoire rurale](#)

[Elites suisses au XXe siècle](#)

[Bibliographie de l'histoire suisse](#)

[Members of the Swiss parliament](#)

[Helveticat](#)

[Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur](#)

[Lonsea](#)

[Library of Congress](#)

Notices d'autorité

[Gemeinsame Normdatei \(GND\)](#)

[Virtual International Authority File \(VIAF\)](#)

En bref

Appartenance familiale

[Python](#)

Dates biographiques

* 10.9.1856  10.1.1927

Indexation thématique

[Politique \(1848-\) / Etat fédéral / Conseil des Etats](#)

[Politique \(1848-\) / Etat fédéral / Conseil national](#)

[Politique \(1848-\) / Cantons et communes / Gouvernement cantonal](#)

[Politique \(1848-\) / Cantons et communes / Parlement cantonal](#)

Suggestion de citation

Pierre-Philippe Bugnard: "Python, Georges", in: *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, version du 12.04.2012. Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003943/2012-04-12/>, consulté le 01.11.2024.

Les contenus créés au nom du Dictionnaire historique de la Suisse (DHS) sont soumis à la Licence Creative Commons CC BY-SA. Les droits sur tous les autres contenus (en particulier les images, les films et les documents sonores) sont détenus par les titulaires des droits d'auteur expressément désignés. [Abréviations et sigles](#), informations sur [la mise en place de liens, les droits d'utilisation et les modalités de citation](#).

- [Le dictionnaire](#)
- [L'entreprise](#)
- [Newsletter](#)
- [Consignes et droits d'utilisation](#)
- [Principes éthiques](#)
- [Aide](#)
- [Protection des données](#)
- [Open data](#)
- [Contact / Impressum](#)

[Une entreprise de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales](#)